



CHARTRES  
MÉTROPOLE

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

## COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

### CHARTRES METROPOLE

## Conseil Communautaire

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Le Président soussigné certifie que le  
compte-rendu de la présente délibération  
a été affiché dans les délais légaux

Direction Etudes et travaux - PEP

**Séance du 28 mars 2024**

**DELIBERATION N°CC2024/031**

### Examen au cas par cas - Modification d'une Aire de Jeux et création d'une aire de Skate Park au Parc des Vauroux - Mainvilliers

**Nombre de  
Conseillers en  
exercice : 112**

L'an DEUX MILLE VINGT-QUATRE, le 28 mars à 17h30, le Conseil Communautaire légalement convoqué, s'est réuni Salle Fulbert au pôle administratif à Chartres sous la présidence de M. Jean-Pierre GORGES, Président.

Date de convocation : 22/03/2024

**Présents : 93**

**Votants : 105**

Etaient présents : M. Philippe BAETEMAN, M. Philippe BARAZZUTTI, M. Thomas BARRE, M. Benjamin BEYSSAC, M. Paul BINEY, M. Dominique BLOIS, Mme Badiha BOUNOUADAR, M. Jean-Claude BRETON, M. Alain BOUTIN, Mme Corinne BRILLOT, Mme Rita CANALE, M. Michel CHARPENTIER, Mme Sophie AMMEUX-TUDRYN, M. Michel CIBOIS, M. Maurice CINTRAT, Mme Brigitte COTTEREAU, Mme Hélène DENIEAULT, Mme Isabelle MONDOT, Mme Emmanuelle FERRAND, M. Philippe GALIOTTO, M. Claude GALLET, Mme Florence GOUSSU, M. Frédéric GRAUPNER, M. Jacques GUILLEMET, M. Quentin GUILLEMAIN, Mme Emilie GUILLEMIN, M. Hervé HARDOUIN, M. Thomas LAForge, Mme Evelyne LAGOUTTE, M. Patrick LE CALVE, M. Christophe LETHUILLIER, M. Serge LE BALC'H, M. Olivier MARCADON, Mme Jacqueline MARRE, M. Bertrand MASSOT, M. Guy MAURENARD, M. Jérôme PAVARD, M. Gilles PEAN, M. Fabrice PELLETIER, M. Dominique PETILLON, M. Jean-Louis PHILIPPE, Mme Mylène PICHARD, M. Gilles PINEAU, M. Pierre-Marie POPOT, M. Grégoire BAILLEUX, Mme Josiane SAISON, M. Denis-Marc SIROT-FOREAU, M. Olivier SOUFFLET, M. Dominique SOULET, M. Mickaël TACHAT, M. Max VAN DER STICHELE, Mme Jacqueline ROBBE, M. Benoît DELATOUCHE, M. André BELLAMY, M. Pascal EDMOND, Mme Michèle Bonthoux, Mme Magalie ROBERT, M. Jean-Paul RAFAT, M. Victor-Franck BRIAR, M. Jacky GAULLIER, M. Florent GAUTHIER, M. Emmanuel LECOMTE, Mme Martine MOKHTAR, M. Fabien STANDAERT, M. Jean-François BRIDET, M. Jean-François PLAZE, M. Armindo GOMES, M. José ROLO, Mme Marie BOURGEOT, M. Ladislav VERGNE, Mme Isabelle VINCENT, Mme Maria JEBLI-CHEDEVILLE, M. Eric COLAS, Mme Annick LHERMITTE, M. Didier GARNIER, Mme Elisabeth FROMONT, Mme Sophie GORET, M. Jean-Pierre GORGES, M. Laurent LHUILLERY, M. Richard LIZUREY, M. Franck MASSELUS, M. Christian PAUL-LOUBIERE, M. Christophe LEROY, M. Etienne ROUAULT, M. Nicolas VANNEAU, M. Cédric TABUT, M. Robert BALDO, M. Alain BELLAMY, M. Gérard BESNARD, M. Guillaume BONNET, Mme Karine DORANGE.

"Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication, en application de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative." La juridiction administrative peut être saisie par le biais du portail « Télérecours citoyen », accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Etaient représentés : Mme Nicole BRESSON par pouvoir à M. Thomas LAForge, Mme Mathilde BRESSY par pouvoir à M. Emmanuel LECOMTE, Mme Soumaya DARDABA par pouvoir à Mme Michèle Bonthoux, M. Thierry DESEYNE par pouvoir à M. Jérôme PAVARD, Mme Marie-Pierre DAVID par pouvoir à M. Patrick LE CALVE, Mme Isabelle MESNARD par pouvoir à Mme Sophie GORET, M. Eric MOULIN par pouvoir à Mme Mylène PICHARD, Mme Bénédicte VINCENT par pouvoir à Mme Jacqueline ROBBE, Mme Amandine DUNAS par pouvoir à M. Bertrand MASSOT, M. Daniel GUERET par pouvoir à M. Richard LIZUREY, M. Rémi MARTIAL par pouvoir à M. Alain BELLAMY, M. Alain CHOUPART par pouvoir à M. Philippe GALIOTTO. Mme Aline ANDRIEU représenté par M. Daniel MERCIER, M. Marc LECOEUR représenté par Mme Dominique MAROQUIN.

Etaient absents : M. Vincent BOUTELEUX, M. Eric DELAHAYE, M. Kamel EL HAMDI, M. Pascal LECLAIR, Mme Catherine PEREZ, Mme Agnès VENTURA, M. Aziz BOUSLIMANI.

Conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance désigné au sein du Conseil.

Monsieur Quentin GUILLEMAIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir cette fonction qu'il a acceptée. Stéphanie DELAPIERRE, Directrice Générale des Services, qui assistait à la séance, lui a été adjointe à titre d'auxiliaire.

Du registre des délibérations du Conseil de Chartres Métropole a été extrait ce qui suit :

Mme DORANGE expose,

Chartres Métropole souhaite réaménager l'aire de jeux existante pour enfants et créer une nouvelle aire de skate park dans le parc des Vauroux à Mainvilliers.

L'aire de jeux actuelle propose des jeux pour les tous petits (3 jeux à ressort) à l'ombre des arbres. Elle dispose également d'une imposante structure de jeux thématique (bateau échoué et structure cabane), le tout sur du sable.

Le projet prévoit de remplacer le sable par un sol souple type EPDM et de compléter l'offre de jeux avec notamment des jeux se portant davantage sur l'activité physique avec des effets de rotations ainsi qu'un jeu ludique sonore.

De plus, Chartres métropole envisage de remettre en place un nouveau skate parc sur l'ancien emplacement existant au niveau du parking sur environ 870 m2. Ce skate parc sera composé d'au moins deux lanceurs (un courbe et un droit) ainsi que d'un îlot central mixte.

Si certains projets, par leurs caractéristiques, sont soumis de manière systématique à l'évaluation environnementale, d'autres doivent faire l'objet d'un examen au cas par cas, afin de déterminer, au regard de leurs possibles impacts notables sur l'environnement, si une évaluation environnementale doit être réalisée. La procédure d'examen au cas par cas, mise en place par la loi du 12 juillet 2010, définit une liste de catégories de projets soumis à étude d'impact en annexe de l'article R 122-2 du Code de l'Environnement. Cette demande est à réaliser par le maître d'ouvrage, auprès des services de l'Etat et la décision sera prise par l'autorité environnementale.

Ce projet au Parc des Vauroux à Mainvilliers est soumis à un examen au cas par cas du code de l'environnement auprès de la DREAL au titre de la rubrique 44d « Equipements sportifs, culturels et aménagements associés » de la nomenclature.

Avis favorable de la commission Affaires Sociales et habitat, Enfance jeunesse, Grands Equipements réunie le 18 mars 2024

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré, à l'unanimité , 1 délégué communautaire ne prend pas part au vote**

Conseiller communautaire n'ayant pas pris part au vote : M. GORGES

**APPROUVE** le dépôt du dossier de saisine au cas par cas pour le projet du Parc des Vauroux à Mainvilliers.

**AUTORISE** le Président ou son représentant à signer et à déposer le dossier de saisine au cas par cas pour le projet du Parc des Vauroux à Mainvilliers et tous documents afférents.

Date d'envoi en préfecture : 05/04/2024  
Date de retour préfecture : 05/04/2024  
Identifiant de télétransmission : 028-200033181-20240328-lmc195353-DE-1-1

Pour expédition certifiée conforme,  
Pour le Président et par délégation,  
La Directrice Générale des Services,



Stéphanie DELAPIERRE